



- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 131

1^{er} trimestre 2007

- Juillet 2007 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	11
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	12
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>13</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>15</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>15</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>16</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>17</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>18</i>
5. Risques sectoriels	19
6. Rappel des taux	21
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>21</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>21</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>21</i>
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>21</i>
7. Monnaie fiduciaire	22
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>22</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>22</i>

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

Le premier trimestre de l'année 2007 a été marqué par une croissance relativement rapide de la collecte d'actifs financiers (+102 millions d'€) et de l'octroi de financements aux agents économiques (+617 millions d'€ pour l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département). Au niveau des actifs financiers, les placements liquides indexés sur les taux de marché bénéficient principalement d'une réallocation des ressources des agents (+238 millions d'€), tandis que l'encours des dépôts à vue recule de -221 millions d'€. L'activité de distribution de crédit continue également d'être dynamique au début de l'année 2007, portée par le financement de l'habitat des ménages (+50 millions d'€) et des investissements des collectivités locales (+94 millions d'€). Le taux de risque sur l'activité de crédit dans le département demeure particulièrement bas à 4,8% de créances douteuses brutes, soit son plus faible niveau historique observé. L'enquête de conjoncture financière laisse apparaître un certain optimisme des dirigeants des établissements de crédit sur l'activité de financement des entreprises et des particuliers pour les deuxième et troisième trimestres 2007, ainsi que pour les principaux indicateurs de rentabilité.

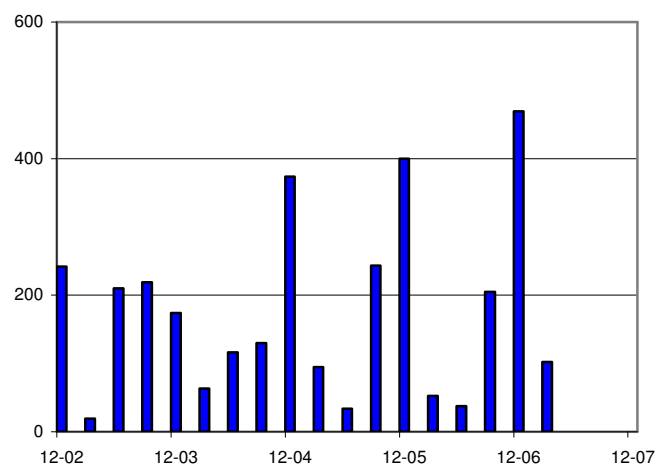
1.1. Les actifs financiers

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 9 447 millions d'€ à fin mars 2007, en progression de +102 millions d'€ (+1,1%) par rapport à décembre 2006 (après +469 millions d'€ au quatrième trimestre 2006). Cette évolution est légèrement supérieure à celle enregistrée à la même époque de l'année précédente, où la hausse des actifs financiers avait atteint +53 millions d'€ au cours du premier trimestre. Sur douze mois, la progression en glissement annuel s'établit à +813 millions d'€, soit +9,4% par rapport à fin mars 2006. En matière de collecte de ressources, il s'agit du meilleur premier trimestre observé depuis les années 2000.

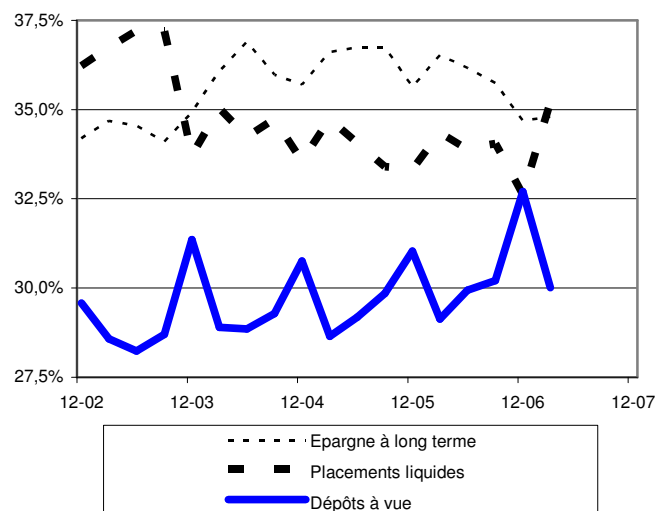
Les encours des **dépôts à vue** s'établissent à 2 835 millions d'€ à fin mars 2007, en recul de -221 millions d'€ par rapport à décembre 2006 (-7,2%), après avoir sensiblement progressé au cours des trimestres précédents (+375 millions d'€ au quatrième trimestre 2006 et +85 millions d'€ au troisième trimestre). La baisse enregistrée touche à la fois les sociétés non financières (-102 millions d'€ soit -8,3% sur le trimestre) et les ménages (-110 millions d'€ soit -6,3% sur le trimestre). Pour mémoire, les dépôts à vue avaient diminué dans une moindre proportion au cours du premier trimestre de l'année précédente (-148 millions d'€).

A l'inverse, les **placements liquides** progressent fortement sur le premier trimestre 2007 (+269 millions d'€ soit +9,1%) sous l'impulsion des placements indexés sur les taux de marché alors que la

Collecte supplémentaire d'épargne nette par trimestre
(en millions d'€)



Poids des différents placements dans l'épargne totale
(tous agents économiques)

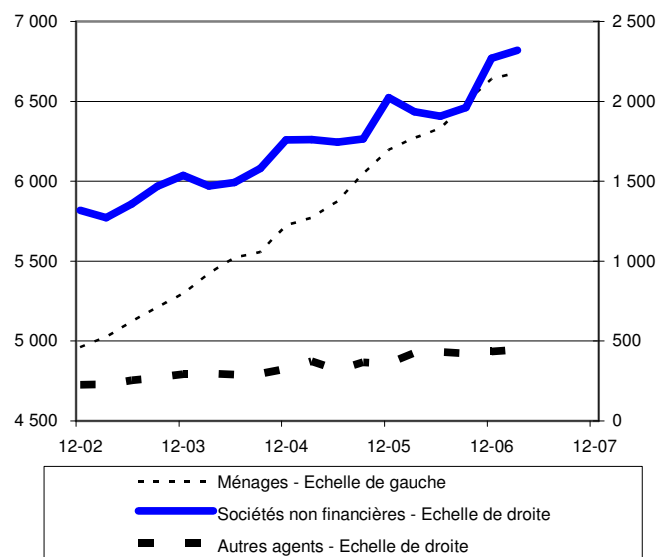


hausse des comptes sur livrets est limitée. Ces derniers augmentent à peine de +39 millions d'€ (soit +2,2%) entre décembre 2006 et mars 2007, notamment grâce au développement des encours collectés sur le nouveau produit d'épargne que constitue le livret de développement durable (+18 millions d'€ soit +10,7% sur le premier trimestre). La collecte supplémentaire sur les 'livrets A', intégrant également les intérêts capitalisés, atteint +13 millions d'€ sur le trimestre (+2,6%). Les livrets d'épargne logement semblent enregistrer une pause dans le mouvement de chute observé. Sur un an, la hausse des comptes sur livret s'établit à +4,4% (+76 millions d'€), avec également une progression notable des livrets de développement durable (+15,8%).

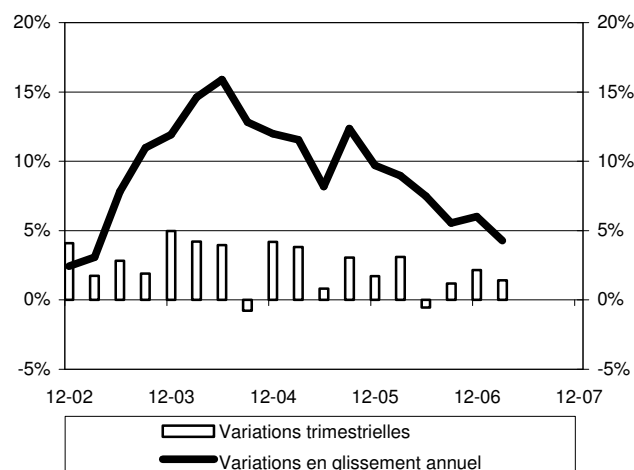
Les **placements liquides indexés sur les taux de marché** s'inscrivent par contre en forte hausse sur le premier trimestre 2007 (+238 millions d'€ soit +18,5%) après le léger recul enregistré au trimestre précédent (-2 millions d'€). A l'exception des bons de caisse, l'ensemble des placements liquides enregistrent de fortes variations sur les trois premiers mois de l'année 2007 : +104 millions d'€ (+20,0%) pour les comptes créditeurs à terme ; +74 millions d'€ (+18,7%) pour les OPCVM monétaires ; +59 millions d'€ (+17,3%) pour les certificats de dépôts négociables. La hausse touche aussi bien les placements des sociétés non financières (+149 millions d'€ soit +16,5% entre décembre 2006 et mars 2007) que ceux des ménages (+75 millions d'€ soit +24,3%). Cette croissance est atypique en regard des mouvements observés au cours des dernières années (+62 millions d'€ pour les placements liquides tous agents confondus sur le premier trimestre 2006). Sur un an, l'augmentation s'établit à +283 millions d'€ soit +22,8% en glissement annuel.

Les encours collectés au titre de **l'épargne à long terme** progressent plus modérément sur le premier trimestre 2007 (+46 millions d'€ soit + 1,4%) et de +4,3% sur les douze derniers mois. Les ménages en détiennent toujours une forte proportion (87,6% en mars 2007). Le ralentissement des placements à long terme s'explique notamment par la poursuite du recul des plans d'épargne logement, dont les encours diminuent de -13 millions d'€ au premier trimestre 2007 (-1,5%) et de -40 millions d'€ sur douze mois. Les placements sous forme d'assurance-vie progressent également modérément sur le premier trimestre 2007 (+43 millions d'€ soit +3,1%) et de +12,0% sur douze mois. Enfin, les titres en portefeuille (actions et obligations) s'accroissent de +16 millions d'€ sur le trimestre (+3,8%) et de +8,3% sur les douze derniers mois.

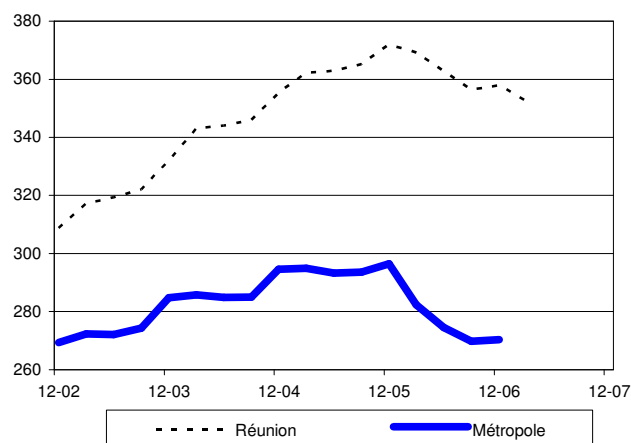
Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



Evolution de la collecte nette d'épargne à long terme



Evolution des encours des plans d'épargne logement à la Réunion et en métropole (indice en base 100 en mars 1992)



1.2. Les passifs financiers

a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

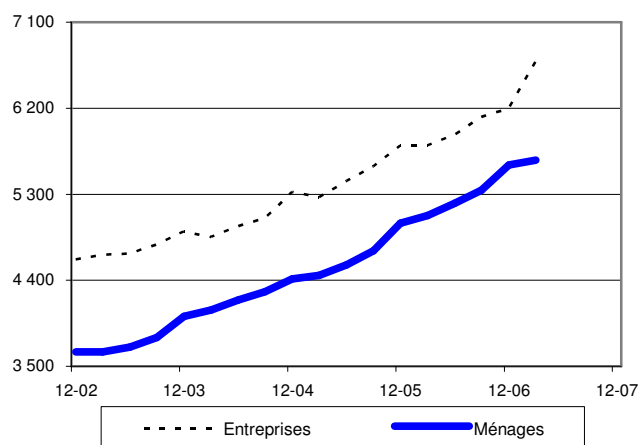
Le total des passifs financiers consentis par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département et recensés par l'IEDOM s'élève à 14 030 millions d'€ au 31 mars 2007, en progression de +617 millions d'€ (+4,6%) sur le premier trimestre 2007 (après +516 millions d'€ au quatrième trimestre 2006 et +404 millions d'€ au troisième trimestre). La hausse de l'encours total sur douze mois atteint +1 710 millions d'€, soit une progression de +13,9% à fin mars 2007, contre +9,3% le trimestre précédent. Il s'agit du plus fort rythme de progression annuelle enregistré au cours de ces dernières années, qui s'explique pour partie par une meilleure information statistique disponible.

Avec un encours total de 6 693 millions d'€ à fin mars 2007, les **entreprises** sont les principales bénéficiaires de cette hausse des concours bruts totaux octroyés dans le département. L'endettement de ces dernières progresse de +8,0% sur le trimestre (+495 millions d'€ après +89 millions d'€ entre septembre et décembre 2006) et de +15,2% sur un an (+883 millions d'€). Il est majoritairement constitué de crédits d'investissement (42,8% à fin mars 2007 en hausse de +16,7% sur le trimestre et de +28,4% en glissement annuel) et de crédits immobiliers (35,3% en hausse de +1,2% sur le premier trimestre et de +3,0% sur douze mois). Cette forte progression des crédits d'équipement aux entreprises est essentiellement le fait des établissements de crédit non installés localement, qui expliquent la plus grande partie de l'augmentation enregistrée. Les créances douteuses s'établissent à 319 millions d'€, en hausse de +5,1% sur le trimestre (-1,1% par rapport à mars 2006), et représentent une proportion de 4,8% des concours bruts totaux consentis aux entreprises.

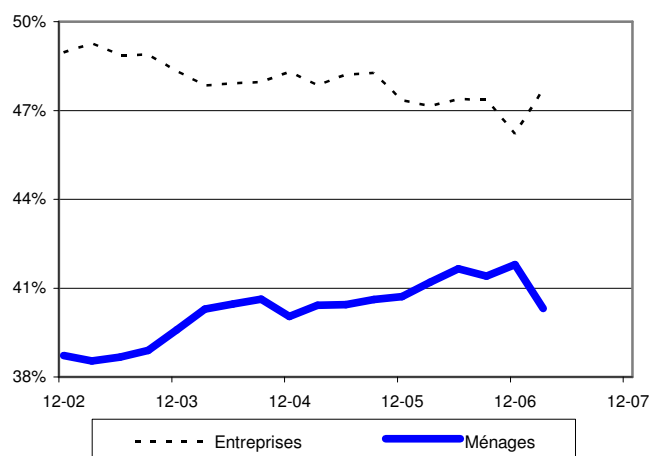
Les crédits octroyés aux **ménages** atteignent 5 656 millions d'€ à fin mars 2007, en progression de +0,9% sur le premier trimestre 2007 (+50 millions d'€) et de +11,4% en glissement annuel (+580 millions d'€). Ils sont principalement constitués de crédits à l'habitat (66,3% en hausse de +0,8% sur le trimestre et de +11,5% sur douze mois) et de crédits à la consommation (29,2% en baisse de -0,9% sur le trimestre et en hausse de +6,3% sur douze mois). Les crédits aux ménages représentent 40,3% de l'ensemble des concours bruts consentis à la clientèle.

L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à

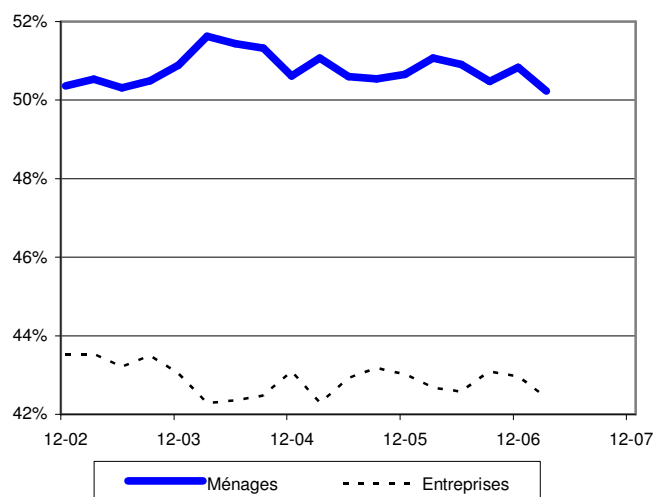
Concours bruts totaux (zone et hors zone)
par agent économique (en millions d'€)



Proportion des crédits par agent économique
dans les concours bruts totaux (zone et hors zone)



Proportion des crédits par agent économique
dans le total des concours bruts locaux



l'équipement, s'établit à 1 336 millions d'€ à fin mars 2007, en hausse de +2,6% sur le premier trimestre et de +12,2% sur les douze derniers mois.

b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

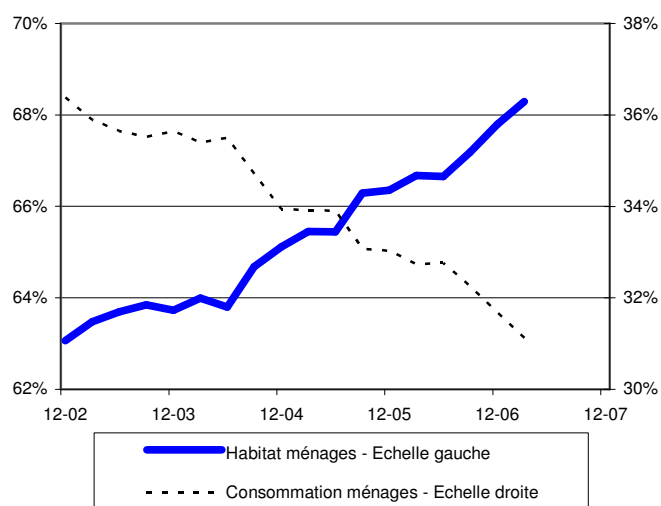
Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'élèvent à 10 583 millions d'€ à fin mars 2007, en progression de +195 millions d'€ (+1,9%) sur le premier trimestre 2007 (après +442 millions d'€ au quatrième trimestre 2006 et +324 millions d'€ au troisième trimestre) et de +1 240 millions d'€ (+13,3%) en glissement annuel sur douze mois.

Les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont **les ménages**, dont la dette atteint 5 314 millions d'€ à fin mars 2007, en hausse de +37 millions d'€ (+0,7%) sur le premier trimestre. Celle-ci se compose majoritairement de crédits à l'habitat (3 491 millions d'€ soit 68,3% du total des crédits sains), en hausse de +1,5% sur le trimestre, et de crédits à la consommation (1 591 millions d'€ soit 31,1% du total des crédits sains), en baisse de -0,9% sur le trimestre.

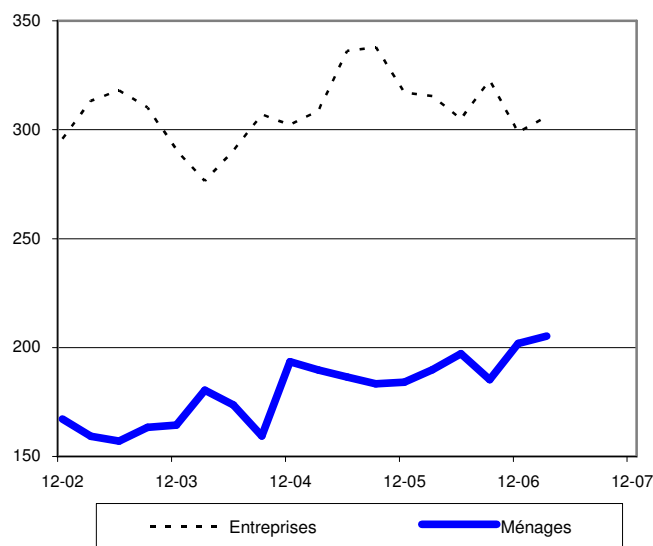
Les créances douteuses brutes sur les particuliers ont légèrement progressé au premier trimestre 2007 (+3 millions d'€ à 205 millions d'€ après +17 millions d'€ au quatrième trimestre 2006). En valeur absolue, ce niveau est le plus élevé observé ces dernières années, même si en valeur relative, le poids des créances douteuses dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers demeure faible à 3,9% à fin mars 2007 contre 3,8% le trimestre précédent.

Les concours bruts totaux attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 4 491 millions d'€ à fin mars 2007, en hausse de seulement +28 millions d'€ (+0,6%) au cours du premier trimestre 2007 (après +185 millions d'€ au trimestre précédent). Sur les douze derniers mois, la hausse des financements consentis aux entreprises s'établit à 504 millions d'€ (+12,6% en glissement annuel). Les crédits d'investissement demeurent stables à 2 420 millions d'€ à fin mars 2007 (+10,0% sur douze mois), tandis que les crédits d'exploitation continuent de progresser modérément au premier trimestre (1,2% après +5,2% au quatrième trimestre 2006). Les créances douteuses brutes progressent de +7 millions d'€ à 306 millions d'€ entre décembre 2006 et mars 2007 (+2,5%) mais s'établissent toujours en retrait (-3,0%) par rapport à leur montant de l'année précédente (315 millions d'€ en mars 2006). Elles représentent une proportion de 6,8% des concours bruts totaux (contre 6,7% en décembre 2006 et 7,5% en septembre 2006).

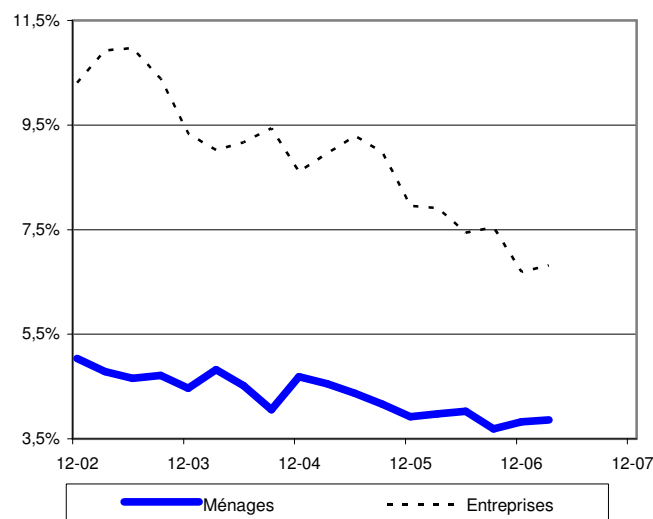
Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



Créances douteuses brutes (zone) par agent économique (en millions d'€)



Proportion des créances douteuses dans le total des concours (zone) par agent économique



L'endettement des collectivités publiques auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 502 millions d'€ à fin mars 2007, en forte hausse (+23,6%) sur le premier trimestre (après +5,4% au quatrième trimestre 2006). Sur les douze derniers mois, la progression enregistrée s'établit à +22,8%.

Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés reflètent effectivement un recul de l'activité bancaire au premier trimestre par comparaison avec un quatrième trimestre plus porteur. Le deuxième trimestre enregistre une sensible reprise de l'activité de financement bancaire, que ce soit en direction des entreprises pour le financement de l'exploitation ou de l'investissement, ou en direction des ménages. Les anticipations des dirigeants des établissements de crédit sont également optimistes pour le marché du crédit pour le troisième trimestre 2007, que ce soit pour le financement des entreprises ou des particuliers.

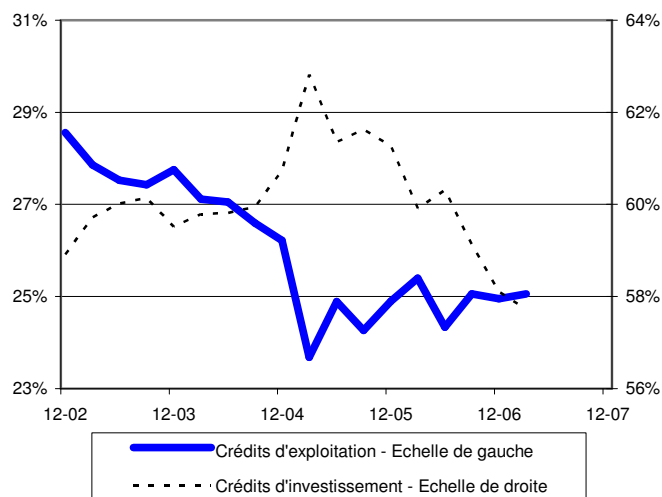
L'activité de collecte de dépôts apparaît toutefois beaucoup moins bien orientée que l'année précédente, reflétant peut-être la tendance à la remontée des taux et les craintes qui en résultent pour les marchés actions. Concernant les autres indicateurs de rentabilité des établissements de crédit, il faut noter une dégradation de l'appréciation des établissements de crédit sur le coût du risque au cours du deuxième trimestre 2007, qui devrait toutefois se stabiliser au troisième trimestre.

1.3. Les risques recensés au SCR

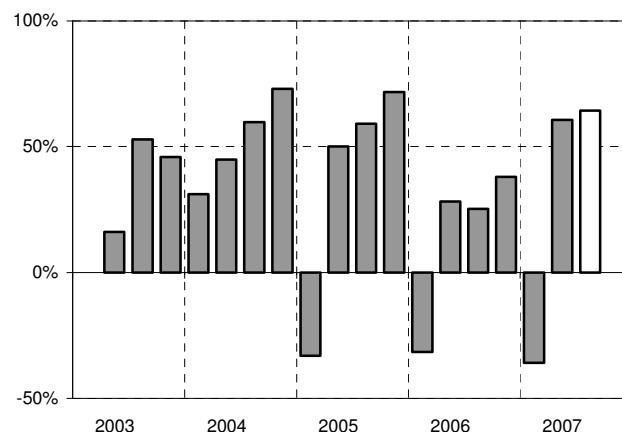
A fin mars 2007, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 8 871 millions d'€, en hausse de +15,2% sur les douze derniers mois et de +5,8% par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique en partie par une amélioration de la qualité des déclarations des établissements hors zone d'émission depuis le début de l'exercice 2007. Pour mémoire, l'année 2006 avait enregistré une diminution du seuil de déclaration au SCR, qui était passé de 45 000 € à 25 000 € à partir de janvier 2006.

Le secteur de l'immobilier occupe toujours une place prépondérante (33,9%) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et d'HLM. Cette place a toutefois eu tendance à diminuer au cours des derniers trimestres. Il y a un an, ce secteur d'activité pesait 38,8% du total des concours

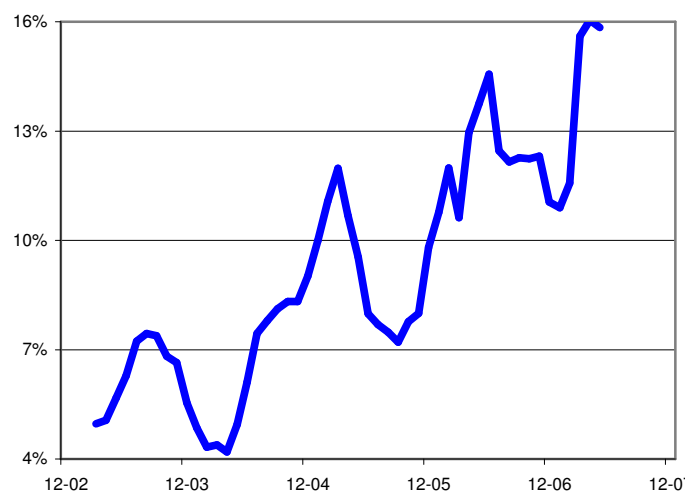
Poids des crédits d'exploitation et d'investissement dans le total des crédits sains aux entreprises



Moyenne des soldes des opinions des dirigeants des EC pour l'activité de distribution de crédits



Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)



déclarés. A l'inverse, le poids du secteur des administrations publiques progresse sensiblement pour atteindre 21,2% du total des risques recensés, avec un taux de progression de +15,8% sur le premier trimestre 2007 (après +17,4% au quatrième trimestre 2006).

1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion réalisée sur les octrois du mois de janvier 2007 faisait apparaître une légère hausse du **taux moyen pondéré global**, qui ressortait à 5,83% contre 5,67% au mois de juillet 2006 et 5,16% un an auparavant. Cette hausse de 16 points de base sur les six derniers mois (67 points de base sur les douze derniers mois) doit être resituée dans un contexte général de remontée des taux de refinancement de marché dans la zone Euro, en liaison avec les relèvements successifs des taux directeurs de la Banque centrale européenne, qui atteignent 4,00% en juin 2006 pour son taux principal de refinancement.

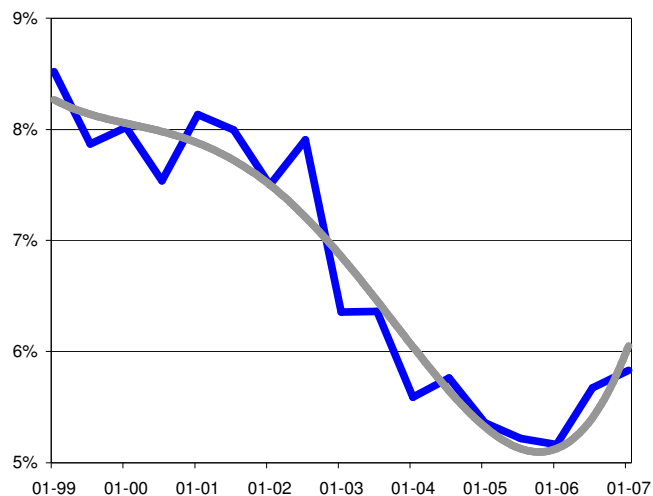
Le taux EONIA (Euro OverNight Index Average) s'établit ainsi à 3,957% en juin 2007 (contre 2,0870% en novembre 2005), en hausse de +187 points de base, tandis que l'EURIBOR à 3 mois atteint 4,147% contre 2,357% dix-neuf mois auparavant (+179 points).

2 - Perspectives

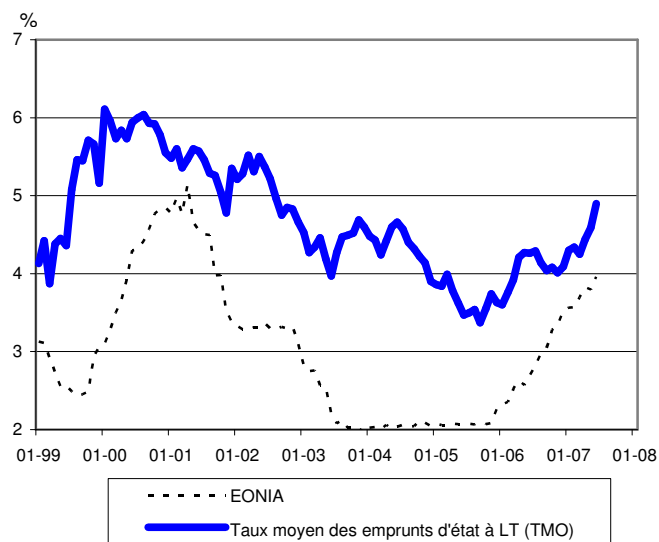
L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir de bons résultats d'exploitation enregistrés pour les deuxième et troisième trimestres 2007, que ce soit en matière de commissions prélevées ou de résultat net. Le produit net bancaire devrait toutefois progresser faiblement en 2007. Il faut aussi noter une dégradation de l'appréciation des établissements de crédit sur le coût du risque au cours du deuxième trimestre 2007, qui devrait toutefois s'améliorer au troisième trimestre. Une dégradation comparable est enregistrée au niveau de la perception de l'environnement économique par les établissements de crédit au deuxième trimestre 2007.

L'indicateur synthétique sur l'évolution des soldes d'opinion des dirigeants d'établissements de crédit interrogés, construit sur la base de la moyenne de l'ensemble des indicateurs suivis par l'IEDOM, présente un solde d'opinions positives de +23% au deuxième trimestre 2007 (+33% prévu) et de +32% anticipé pour le troisième trimestre 2007.

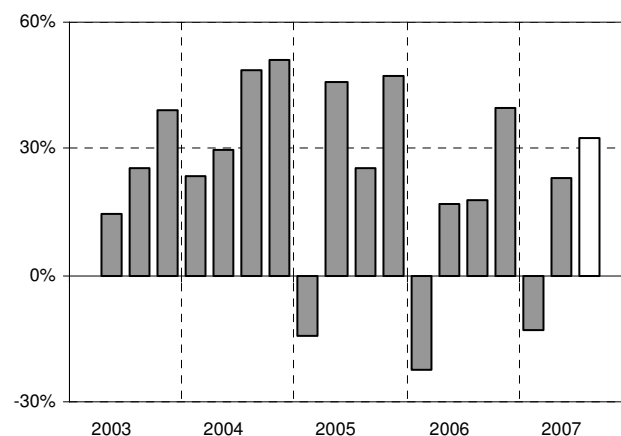
Coût du crédit aux entreprises à la Réunion
Evolution et tendance du taux moyen pondéré global



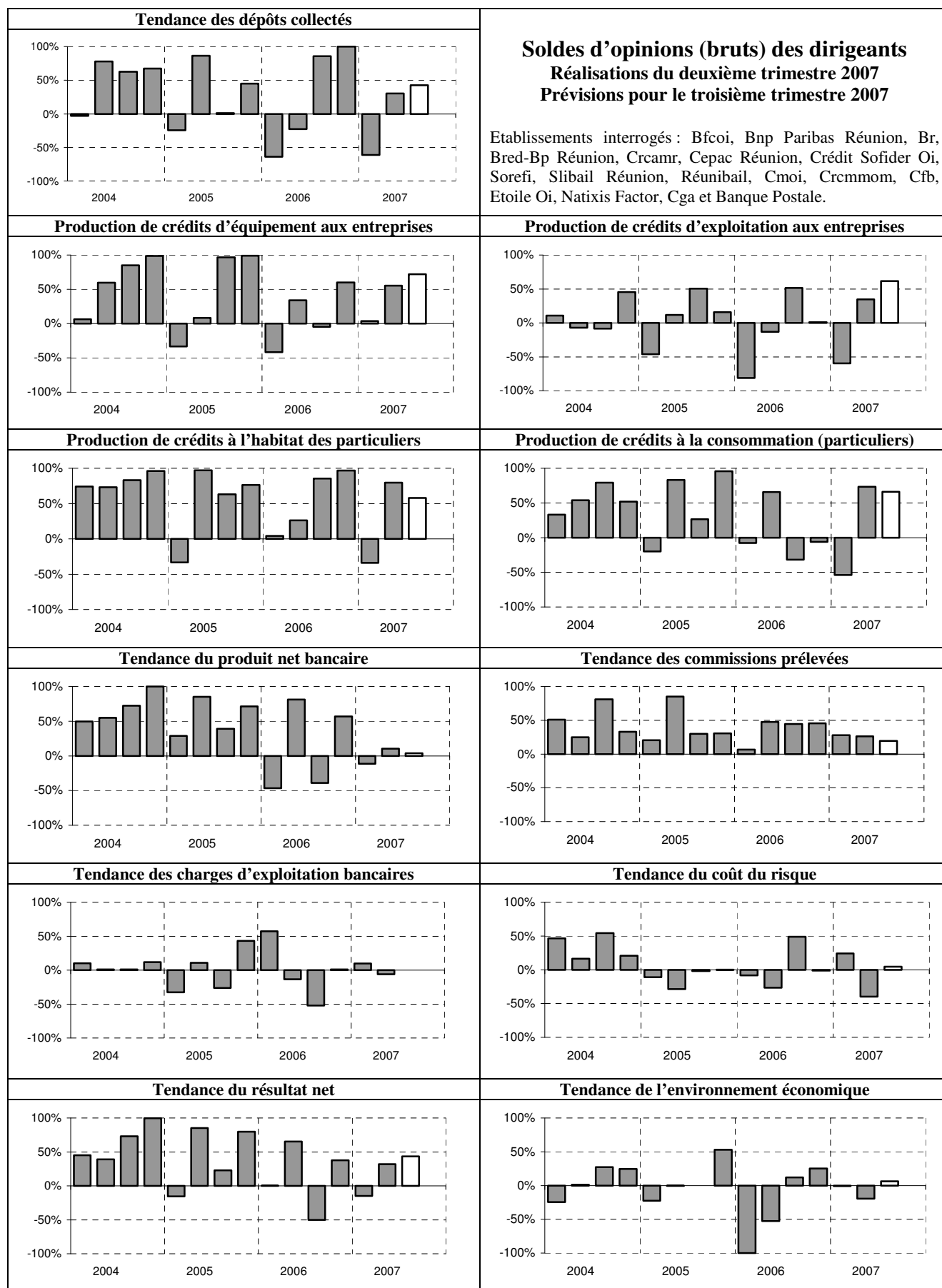
Evolution des taux à court terme et à terme à la Réunion



Moyenne des soldes d'opinions des dirigeants des EC
sur l'ensemble des indicateurs d'activité et de résultat



L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



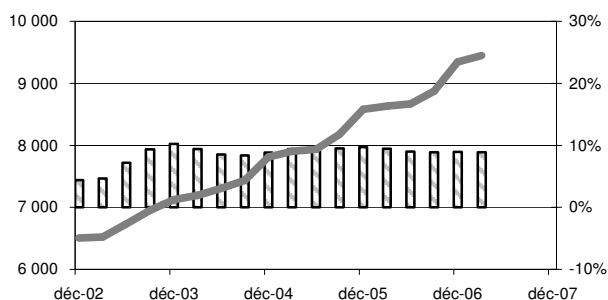
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 760,110	1 744,095	1 765,181	2 024,002	1 935,300	1 906,931	1 962,089	2 270,313	2 319,984	19,9%	2,2%
Dépôts à vue	816,892	822,200	882,377	1 018,913	902,789	909,460	924,687	1 177,856	1 079,739	19,6%	-8,3%
Placements liquides ou à court terme	715,424	711,776	684,213	832,411	851,363	822,204	856,226	904,766	1 053,349	23,7%	16,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,133	9,187	5,743	3,356	12,752	7,140	8,057	3,192	2,913	-n.s.	-n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	714,291	702,589	678,470	829,055	838,611	815,064	848,169	901,574	1 050,436	25,3%	16,5%
dont comptes à terme	238,476	227,028	244,957	261,050	227,065	228,615	251,301	298,243	320,426	41,1%	7,4%
dont OPCVM monétaires	249,081	223,047	215,990	253,527	236,370	247,032	260,300	252,892	321,775	36,1%	27,2%
dont certificats de dépôt	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	15,8%	17,3%
Epargne à long terme	227,794	210,119	198,591	172,678	181,148	175,267	181,176	187,691	186,896	3,2%	-0,4%
dont OPCVM non monétaires	114,150	111,323	89,650	58,545	63,868	62,358	60,846	60,180	58,965	-7,7%	-2,0%
Ménages	5 768,538	5 874,758	6 048,762	6 196,345	6 270,809	6 330,879	6 492,377	6 640,318	6 682,975	6,6%	0,6%
Dépôts à vue	1 333,862	1 408,715	1 470,188	1 556,277	1 514,262	1 552,938	1 635,193	1 749,852	1 640,103	8,3%	-6,3%
Placements liquides ou à court terme	1 954,896	1 949,066	1 975,714	1 961,297	2 015,474	2 030,247	2 078,999	2 049,950	2 164,424	7,4%	5,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 615,594	1 629,411	1 645,677	1 660,272	1 696,701	1 700,506	1 710,794	1 743,290	1 783,263	5,1%	2,3%
dont livrets ordinaires	608,890	618,195	634,238	644,107	660,199	657,173	661,428	678,179	686,871	4,0%	1,3%
dont livrets A et bleus	470,640	469,735	468,027	469,713	481,468	483,946	487,578	494,419	507,092	5,3%	2,6%
dont livrets jeunes	29,824	30,399	30,253	31,530	31,528	32,029	32,173	33,836	33,525	6,3%	-0,9%
dont livrets d'épargne populaire	119,161	120,813	122,422	124,938	126,506	126,163	127,834	132,594	133,164	5,3%	0,4%
dont livrets de développement durable	158,902	160,575	160,294	161,691	164,975	166,702	168,955	172,687	191,084	15,8%	10,7%
dont comptes d'épargne logement	228,177	229,694	230,443	228,293	232,025	234,493	232,826	231,575	231,527	-0,2%	0,0%
Placements indexés sur les taux de marché	339,302	319,655	330,037	301,025	318,773	329,741	368,205	306,660	381,161	19,6%	24,3%
dont comptes créditeurs à terme	198,356	165,824	176,061	169,811	202,103	203,008	233,860	203,079	268,163	32,7%	32,0%
dont bons de caisse	30,005	23,984	25,590	24,107	22,395	21,987	22,234	19,514	21,284	-5,0%	9,1%
dont OPCVM monétaires	110,941	129,847	128,386	107,107	94,275	104,746	112,111	84,067	91,714	-2,7%	9,1%
Epargne à long terme	2 479,780	2 516,977	2 602,860	2 678,771	2 741,073	2 747,694	2 778,185	2 840,516	2 878,448	5,0%	1,3%
dont plans d'épargne logement	870,054	871,404	877,185	893,285	886,514	871,070	855,942	859,595	846,527	-4,5%	-1,5%
dont plans d'épargne populaire	118,874	114,565	112,190	111,343	108,359	104,095	100,825	98,496	93,886	-13,4%	-4,7%
dont portefeuille-titres	230,535	219,386	237,916	247,879	262,789	262,916	259,082	277,914	289,658	10,2%	4,2%
dont OPCVM non monétaires	164,660	170,132	184,556	191,740	185,868	180,104	187,086	191,859	191,882	3,2%	0,0%
dont contrats d'assurance-vie	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	12,0%	3,1%
dont contrats PERP	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	-	10,8%
Autres agents	372,368	318,618	366,597	360,413	427,560	432,913	421,278	434,389	444,210	3,9%	2,3%
Dépôts à vue	113,698	85,966	89,350	87,962	97,719	133,798	121,150	128,478	115,019	17,7%	-10,5%
Placements liquides ou à court terme	75,633	42,915	72,821	66,254	99,299	86,777	86,809	92,743	107,168	7,9%	15,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	17,570	15,638	15,035	15,151	14,776	14,581	14,279	14,230	13,927	-5,7%	-2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	58,063	27,277	57,786	51,103	84,523	72,196	72,530	78,513	93,241	10,3%	18,8%
Epargne à long terme	183,037	189,737	204,426	206,197	230,542	212,338	213,319	213,168	222,023	-3,7%	4,2%
Total actifs financiers	7 901,020	7 937,477	8 180,548	8 580,757	8 633,671	8 670,721	8 875,743	9 345,018	9 447,171	9,4%	1,1%
Dépôts à vue	2 264,456	2 316,883	2 441,917	2 663,148	2 514,775	2 596,199	2 681,031	3 056,181	2 834,862	12,7%	-7,2%
Placements liquides ou à court terme	2 745,949	2 703,759	2 732,752	2 859,964	2 966,133	2 939,226	3 022,029	3 047,461	3 324,940	12,1%	9,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 634,294	1 654,239	1 666,459	1 678,781	1 724,230	1 722,225	1 733,129	1 760,711	1 800,101	4,4%	2,2%
dont livrets ordinaires	627,521	637,013	652,457	662,483	678,005	674,618	678,587	695,400	703,510	3,8%	1,2%
dont livrets A et bleus	470,714	475,741	470,585	469,847	491,192	488,221	492,753	494,619	507,293	3,3%	2,6%
dont livrets jeunes	29,824	30,401	30,256	31,529	31,530	32,030	32,174	33,836	33,524	6,3%	-0,9%
dont livrets d'épargne populaire	119,159	120,813	122,421	124,938	126,505	126,160	127,831	132,593	133,163	5,3%	0,4%
dont livrets de développement durable	158,903	160,576	160,295	161,691	164,973	166,703	168,957	172,687	191,085	15,8%	10,7%
dont comptes d'épargne logement	228,173	229,695	230,445	228,293	232,025	234,493	232,827	231,576	231,526	-0,2%	0,0%
Placements indexés sur les taux de marché	1 111,655	1 049,520	1 066,293	1 181,183	1 241,903	1 217,001	1 288,900	1 286,750	1 524,839	22,8%	18,5%
dont comptes créditeurs à terme	450,164	408,470	453,616	444,387	464,966	447,188	500,874	519,174	623,227	34,0%	20,0%
dont bons de caisse	37,343	30,675	31,999	53,088	51,028	35,579	35,333	27,778	28,294	-44,6%	1,9%
dont certificats de dépôt	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	15,8%	17,3%
dont OPCVM monétaires	404,722	364,522	369,541	398,196	379,352	408,395	429,211	397,607	472,076	24,4%	18,7%
Epargne à long terme	2 890,615	2 916,835	3 005,879	3 057,645	3 152,763	3 135,296	3 172,683	3 241,376	3 287,369	4,3%	1,4%
dont plans d'épargne logement	870,058	871,405	877,186	893,284	886,515	871,070	855,943	859,596	846,528	-4,5%	-1,5%
dont plans d'épargne populaire	118,874	114,566	112,192	111,342	108,359	104,096	100,826	98,496	93,888	-13,4%	-4,7%
dont autres comptes d'épargne	6,752	7,150	6,881	6,742	7,580	8,499	8,304	8,919	9,240	21,9%	3,6%
dont portefeuille-titres	357,470	336,767	368,923	383,336	409,497	404,711	403,448	427,009	443,317	8,3%	3,8%
dont OPCVM non monétaires	448,556	452,607	456,566	435,158	450,850	425,914	437,215	443,623	447,142	-0,8%	0,8%
dont contrats d'assurance-vie	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	12,0%	3,1%
dont contrats PERP	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	-	10,8%

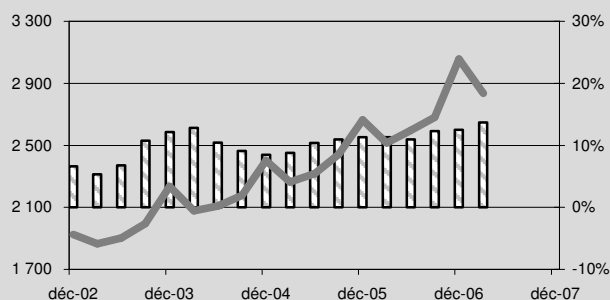
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

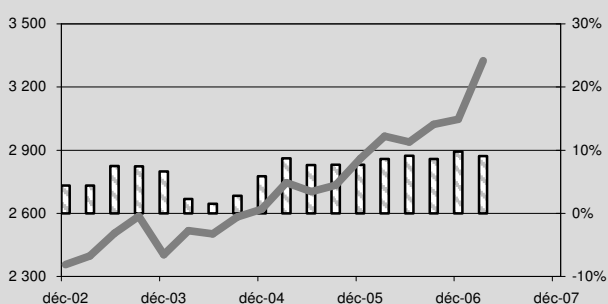
Ensemble des actifs financiers



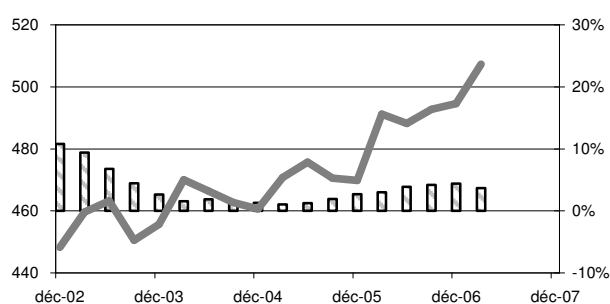
Dépôts à vue



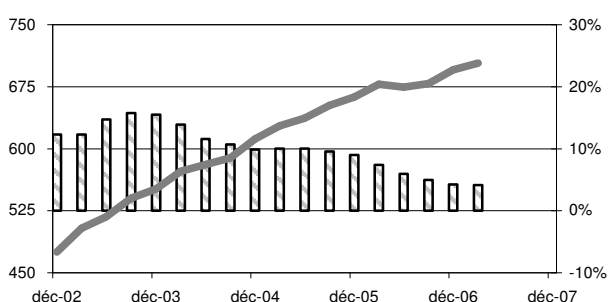
Ensemble des placements liquides ou à court terme



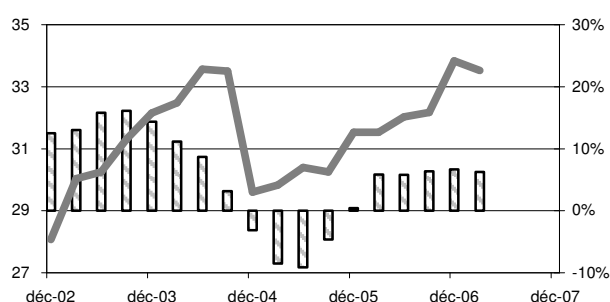
Livrets 'A' des caisses d'épargne



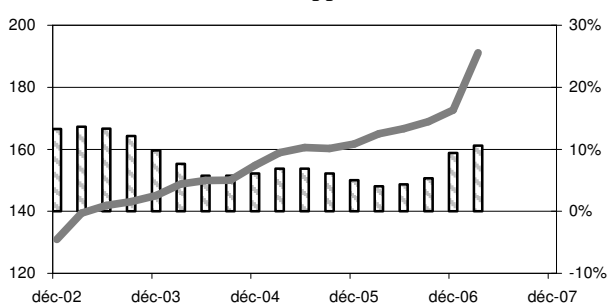
Livrets ordinaires



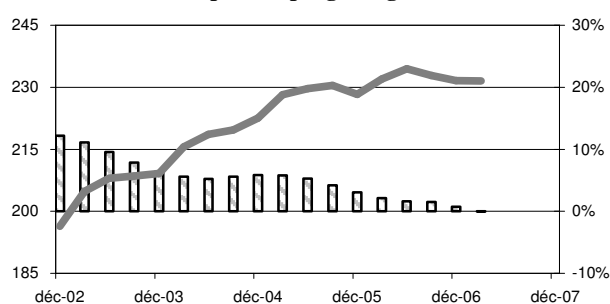
Livrets jeunes



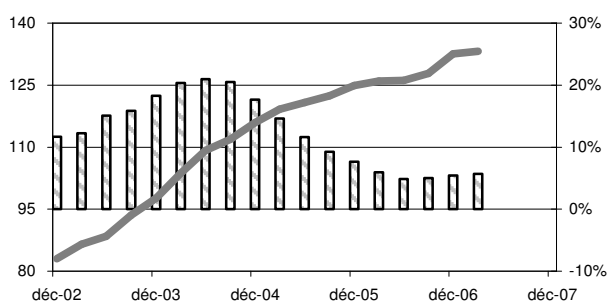
Livrets de développement durable



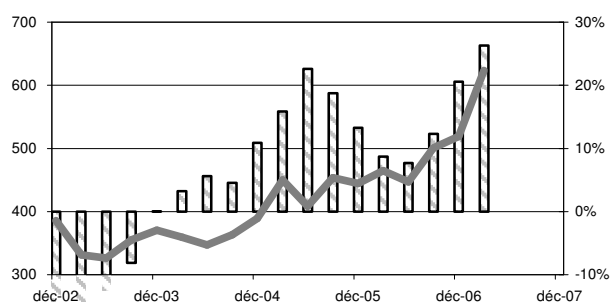
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



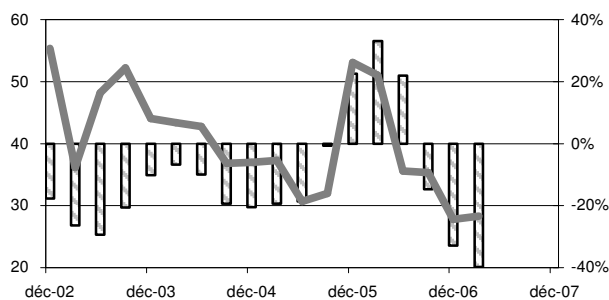
Dépôts à terme



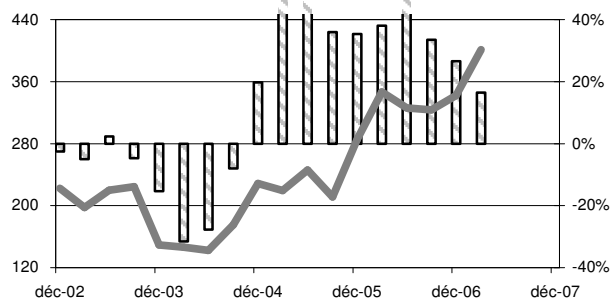
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

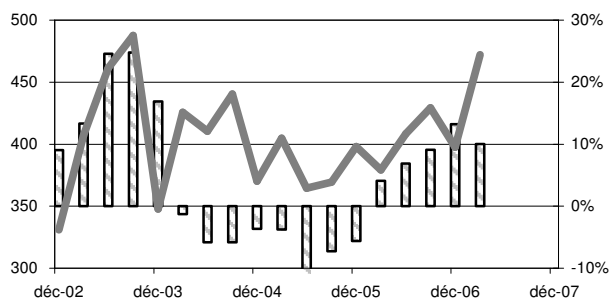
Bons de caisse et bons d'épargne



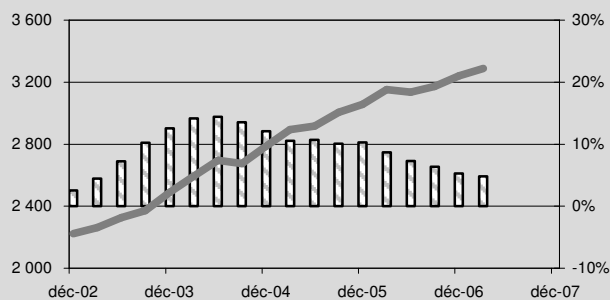
Certificats de dépôts négociables



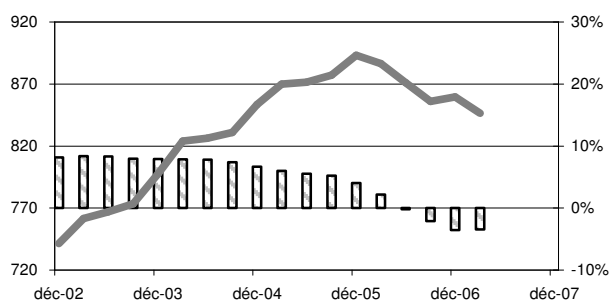
OPCVM monétaires



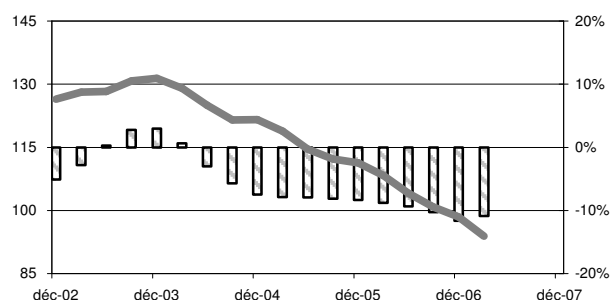
Epargne à long terme



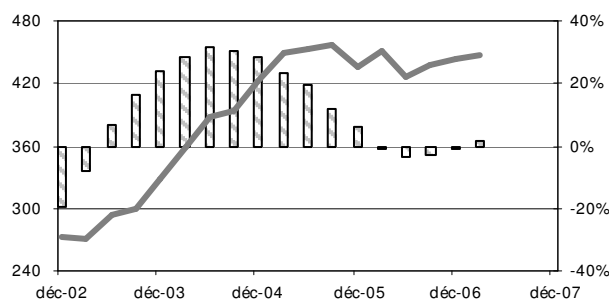
Plans d'épargne logement



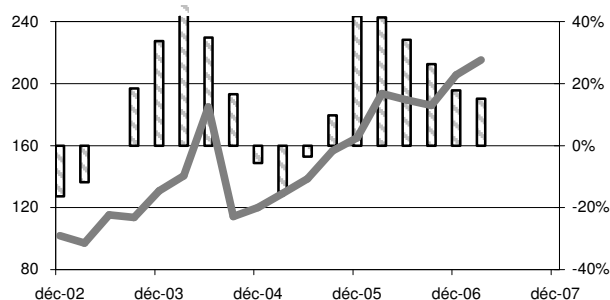
Plans d'épargne populaire



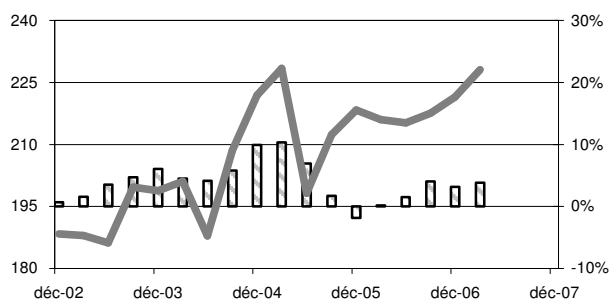
OPCVM titres en portefeuille titres



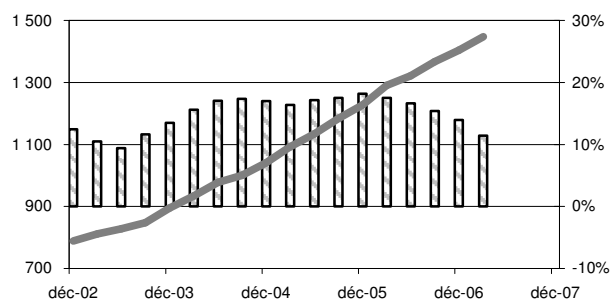
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

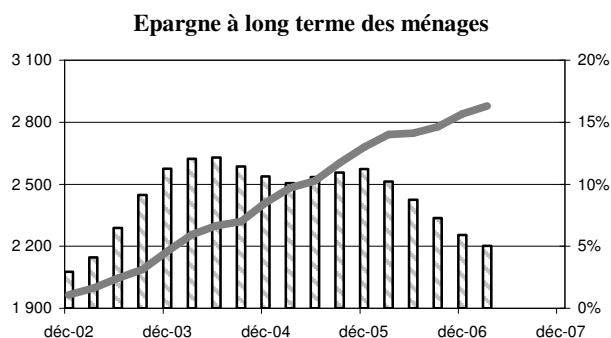
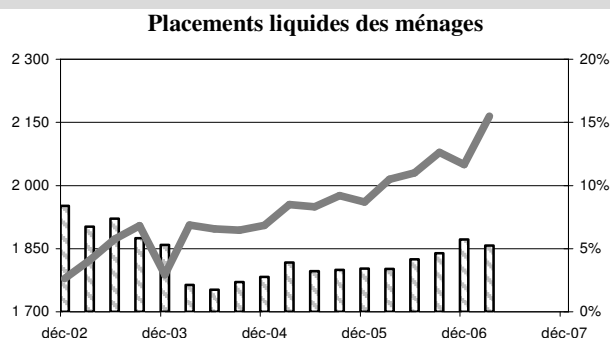
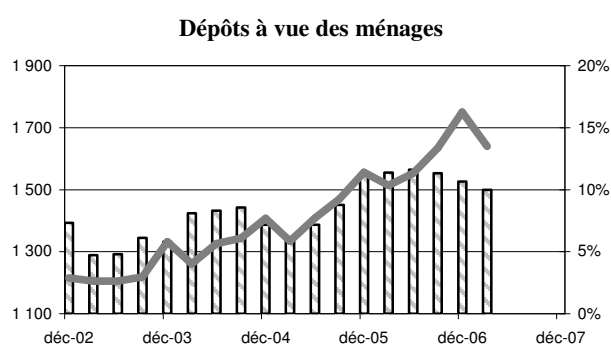
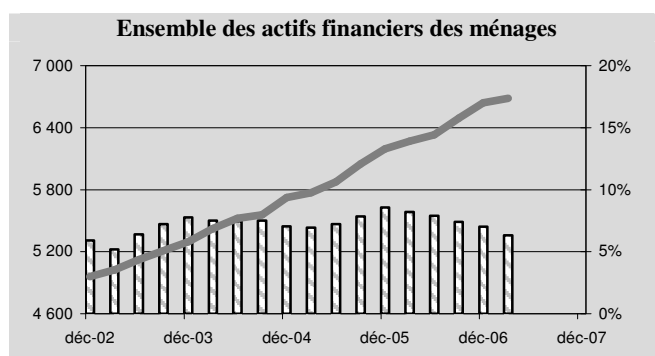


Assurance-vie



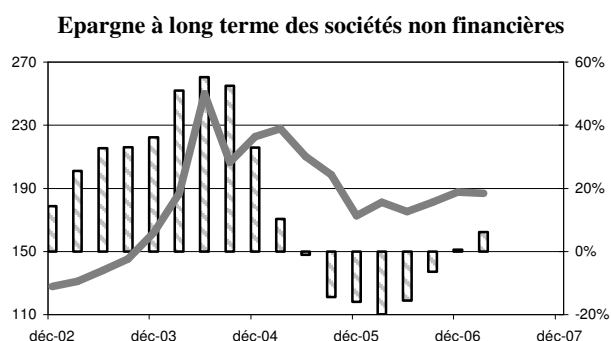
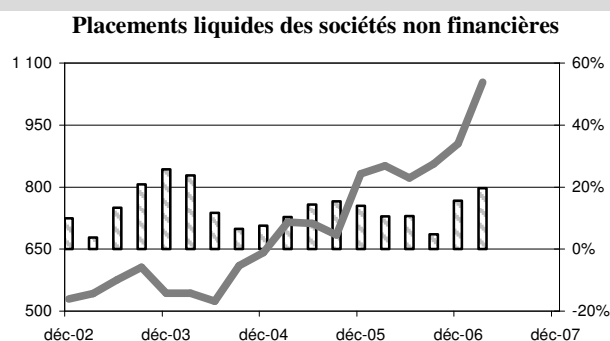
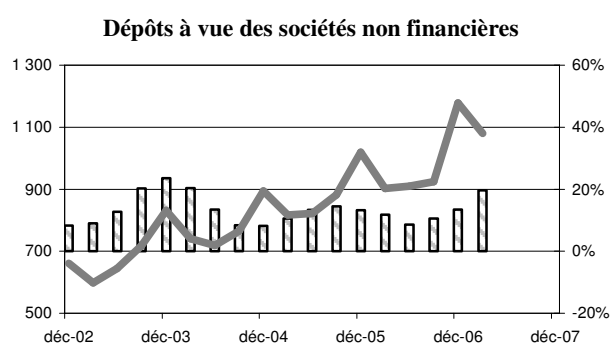
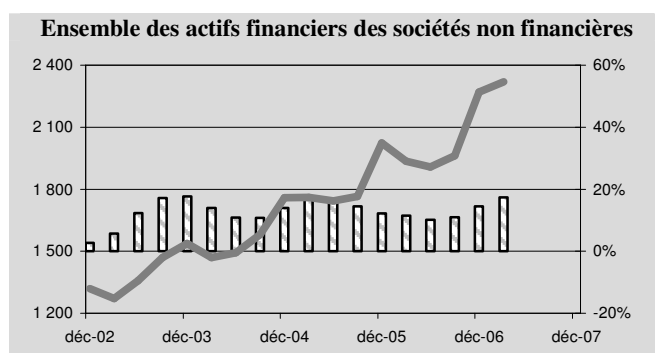
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



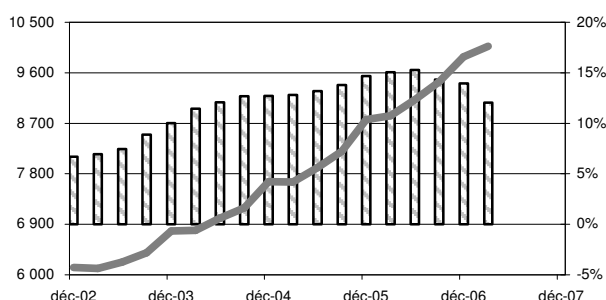
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

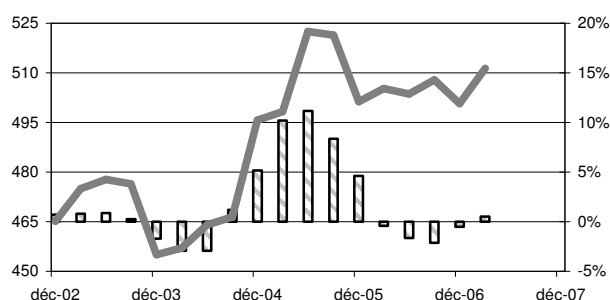
	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	743,366	817,062	830,285	905,838	932,426	922,691	985,208	1 036,376	1 048,681	12,5%	1,2%
Créances commerciales	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	134,056	156,563	126,465	1,2%	-19,2%
Crédits de trésorerie	427,799	458,262	481,669	500,562	501,537	464,522	541,800	563,203	523,518	4,4%	-7,0%
Comptes ordinaires débiteurs	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	205,458	196,721	286,257	30,3%	45,5%
Affecturage	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	103,894	119,889	112,441	30,5%	-6,2%
Crédits d'investissement	1 973,064	2 015,322	2 113,530	2 249,465	2 201,171	2 288,242	2 339,987	2 420,246	2 420,400	10,0%	0,0%
Crédits à l'équipement	1 767,415	1 810,327	1 906,910	2 041,255	1 986,846	2 067,538	2 111,126	2 178,793	2 169,270	9,2%	-0,4%
Crédit-bail	205,649	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	228,861	241,453	251,130	17,2%	4,0%
Crédits à l'habitat	374,276	400,186	434,583	481,370	511,182	542,402	579,350	648,055	659,582	29,0%	1,8%
Autres crédits	48,523	50,287	49,542	32,284	26,742	38,141	50,776	59,328	55,896	109,0%	-5,8%
Encours sain	3 139,229	3 282,857	3 427,940	3 668,957	3 671,521	3 791,476	3 955,321	4 164,005	4 184,559	14,0%	0,5%
Créances douteuses brutes	308,647	336,136	337,895	316,989	315,499	304,737	322,451	298,723	306,148	-3,0%	2,5%
Encours total	3 447,876	3 618,993	3 765,835	3 985,946	3 987,020	4 096,213	4 277,772	4 462,728	4 490,707	12,6%	0,6%
Taux de créances douteuses	9,0%	9,3%	9,0%	8,0%	7,9%	7,4%	7,5%	6,7%	6,8%	-1,1 pt	0,1 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 347,530	1 380,963	1 396,623	1 488,203	1 498,022	1 538,280	1 560,102	1 605,469	1 590,703	6,2%	-0,9%
Crédits de trésorerie	1 236,923	1 264,316	1 294,642	1 374,605	1 382,961	1 421,069	1 443,916	1 477,166	1 465,613	6,0%	-0,8%
Comptes ordinaires débiteurs	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	57,321	63,185	60,399	10,9%	-4,4%
Crédit-bail	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	58,865	65,118	64,691	6,8%	-0,7%
Crédits à l'habitat	2 600,894	2 670,340	2 800,404	2 992,570	3 054,816	3 133,304	3 252,520	3 440,724	3 490,922	14,3%	1,5%
Autres crédits	25,535	28,982	27,342	29,103	28,728	29,068	28,353	29,008	27,224	-5,2%	-6,2%
Encours sain	3 973,959	4 080,285	4 224,369	4 509,876	4 581,566	4 700,652	4 840,975	5 075,201	5 108,849	11,5%	0,7%
Créances douteuses brutes	189,624	186,400	183,337	184,085	189,762	197,051	185,307	201,851	205,335	8,2%	1,7%
Encours total	4 163,583	4 266,685	4 407,706	4 693,961	4 771,328	4 897,703	5 026,282	5 277,052	5 314,184	11,4%	0,7%
Taux de créances douteuses	4,6%	4,4%	4,2%	3,9%	4,0%	4,0%	3,7%	3,8%	3,9%	-0,1 pt	0,0 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	11,953	9,049	6,719	6,676	5,815	4,655	3,573	2,813	5,138	-11,6%	82,7%
Crédits de trésorerie	8,837	6,252	3,898	3,413	3,020	2,192	3,373	2,729	3,443	14,0%	26,2%
Comptes ordinaires débiteurs	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	-39,4%	n.s
Crédits à l'équipement	350,443	354,756	362,873	393,608	401,363	389,173	379,827	400,621	492,988	22,8%	23,1%
Autres crédits	1,576	1,451	1,515	1,379	1,367	1,242	1,738	2,423	3,527	158,0%	45,6%
Encours sain	363,972	365,256	371,107	401,663	408,545	395,070	385,138	405,857	501,653	22,8%	23,6%
Créances douteuses brutes	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	1,531	0,003	0,003	0,003	-n.s-	-n.s-
Encours total	363,975	365,259	371,110	401,666	408,548	396,601	385,141	405,860	501,656	22,8%	23,6%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	176,273	181,291	175,508	184,100	175,655	229,771	255,620	241,188	275,785	57,0%	14,3%
Créances douteuses brutes	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	0,521	0,374	-41,6%	-28,3%
Encours total	176,964	181,907	176,471	184,884	176,296	230,827	256,411	241,709	276,159	56,6%	14,3%
Taux de créances douteuses	0,4%	0,3%	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,3%	0,2%	0,1%	-0,2 pt	-0,1 pt
TOTAL											
Encours sain	7 653,433	7 909,689	8 198,924	8 764,596	8 837,287	9 116,969	9 437,054	9 886,251	10 070,846	14,0%	1,9%
Créances douteuses brutes	498,964	523,154	522,198	501,861	505,905	504,375	508,553	501,099	511,860	1,2%	2,1%
Encours total	8 152,397	8 432,843	8 721,122	9 266,457	9 343,192	9 621,344	9 945,607	10 387,350	10 582,706	13,3%	1,9%
Taux de créances douteuses	6,1%	6,2%	6,0%	5,4%	5,4%	5,2%	5,1%	4,8%	4,8%	-0,6 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	60,2%	60,6%	63,8%	67,6%	67,9%	69,0%	68,7%	68,4%	67,4%	-0,5 pt	-1,0 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux

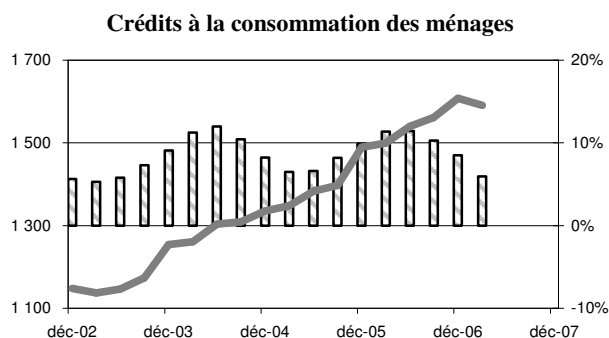
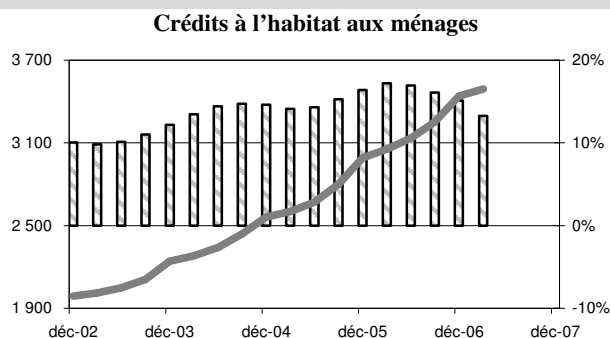
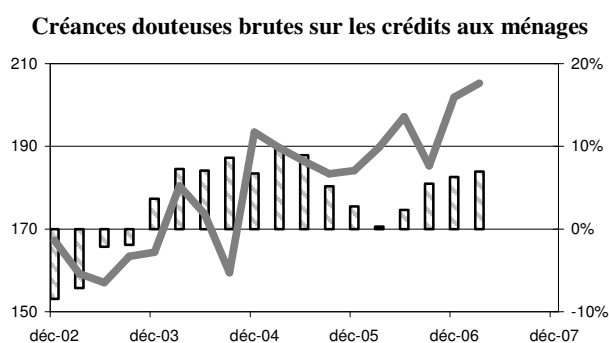
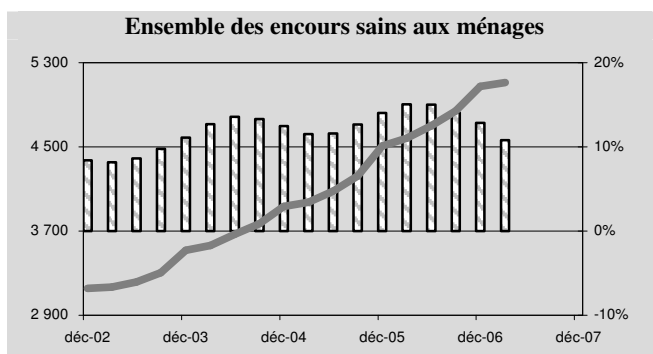


Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux

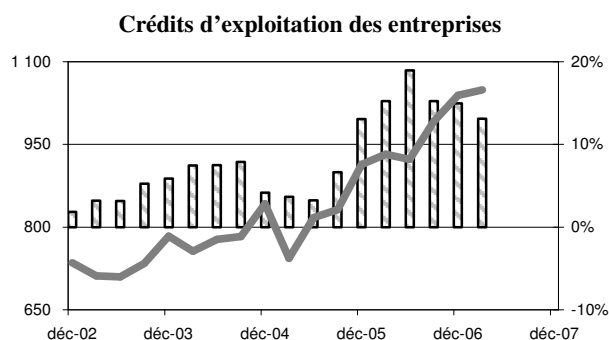
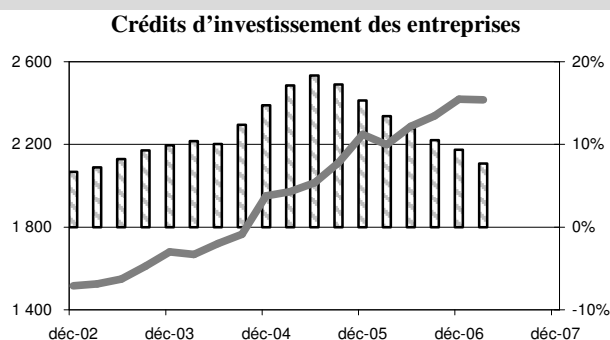
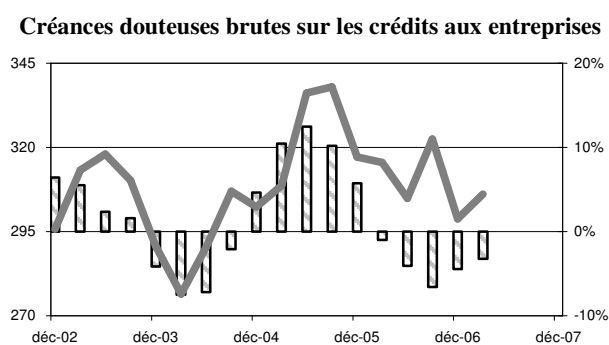
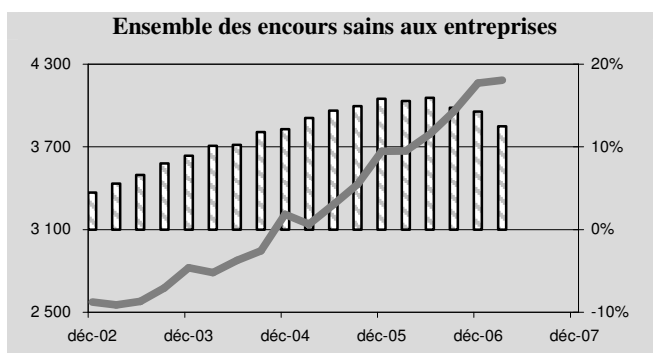


Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



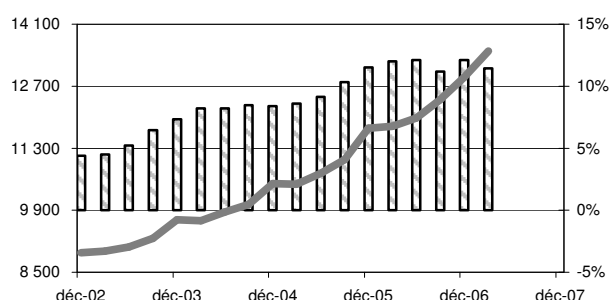
L'endettement des entreprises



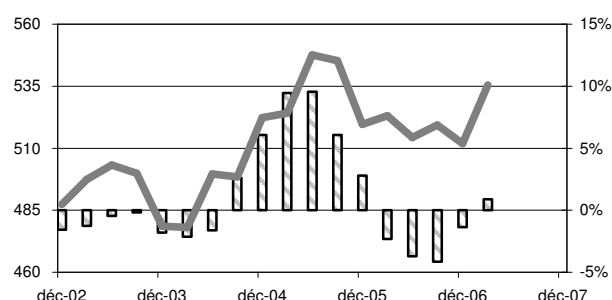
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	750,492	819,425	838,626	912,479	939,739	932,494	994,321	1 051,326	1 095,286	16,6%	4,2%
Créances commerciales	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	134,056	156,563	127,592	2,1%	-18,5%
Crédits de trésorerie	434,925	460,625	490,010	507,203	508,850	474,325	550,913	578,153	544,158	6,9%	-5,9%
Comptes ordinaires débiteurs	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	205,458	196,721	294,658	34,1%	49,8%
Affacturation	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	103,894	119,889	128,878	49,6%	7,5%
Crédits d'investissement	2 011,734	2 055,249	2 153,185	2 278,490	2 229,822	2 316,193	2 373,619	2 452,338	2 862,688	28,4%	16,7%
Crédits à l'équipement	1 806,085	1 850,254	1 946,565	2 070,280	2 015,497	2 095,489	2 144,758	2 210,885	2 455,184	21,8%	11,0%
Crédit-bail	205,649	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	228,861	241,453	407,504	90,1%	68,8%
Crédits à l'habitat	2 140,468	2 169,168	2 207,783	2 262,500	2 290,128	2 324,892	2 363,156	2 330,901	2 359,680	3,0%	1,2%
Autres crédits	49,340	51,094	50,316	33,048	27,472	38,848	51,460	60,000	56,533	105,8%	-5,8%
Encours sain	4 952,034	5 094,936	5 249,910	5 486,517	5 487,161	5 612,427	5 782,556	5 894,565	6 374,187	16,2%	8,1%
Créances douteuses brutes	316,740	343,099	343,953	324,100	322,183	308,442	326,575	303,335	318,744	-1,1%	5,1%
Encours total	5 268,774	5 438,035	5 593,863	5 810,617	5 809,344	5 920,869	6 109,131	6 197,900	6 692,931	15,2%	8,0%
Taux de créances douteuses	6,0%	6,3%	6,1%	5,6%	5,5%	5,2%	5,3%	4,9%	4,8%	-0,8 pt	-0,1 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 395,769	1 430,193	1 448,598	1 541,862	1 553,343	1 595,385	1 618,067	1 665,485	1 650,704	6,3%	-0,9%
Crédits de trésorerie	1 285,162	1 313,546	1 346,617	1 428,264	1 438,282	1 478,174	1 501,881	1 537,182	1 525,338	6,1%	-0,8%
Comptes ordinaires débiteurs	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	57,321	63,185	60,474	11,0%	-4,3%
Crédit-bail	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	58,865	65,118	64,892	7,1%	-0,3%
Crédits à l'habitat	2 828,983	2 903,812	3 037,545	3 232,766	3 294,234	3 373,306	3 498,370	3 700,220	3 753,106	13,9%	1,4%
Autres crédits	30,518	34,048	32,265	33,981	34,261	33,079	32,266	32,811	38,311	11,8%	16,8%
Encours sain	4 255,270	4 368,053	4 518,408	4 808,609	4 881,838	5 001,770	5 148,703	5 398,516	5 442,121	11,5%	0,8%
Créances douteuses brutes	195,231	193,253	189,276	188,742	194,505	203,348	191,974	208,042	214,310	10,2%	3,0%
Encours total	4 450,501	4 561,306	4 707,684	4 997,351	5 076,343	5 205,118	5 340,677	5 606,558	5 656,431	11,4%	0,9%
Taux de créances douteuses	4,4%	4,2%	4,0%	3,8%	3,8%	3,9%	3,6%	3,7%	3,8%	0,0 pt	0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	11,953	9,049	6,721	6,676	6,630	55,491	123,240	6,800	5,138	-n.s.	-24,4%
Crédits de trésorerie	8,837	6,252	3,900	3,413	3,835	53,028	123,040	6,716	3,443	-n.s.	-48,7%
Comptes ordinaires débiteurs	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	-39,4%	1917,9%
Crédits à l'équipement	981,083	950,734	971,599	1 125,923	1 109,138	946,653	943,712	1 236,431	1 321,008	19,1%	6,8%
Autres crédits	60,278	56,209	53,355	70,523	69,156	66,057	62,359	58,662	8,985	-87,0%	-84,7%
Encours sain	1 053,314	1 015,992	1 031,675	1 203,122	1 184,924	1 068,201	1 129,311	1 301,893	1 335,131	12,7%	2,6%
Créances douteuses brutes	11,479	10,613	11,141	6,033	5,823	1,531	0,003	0,003	0,565	-90,3%	n.s.
Encours total	1 064,793	1 026,605	1 042,816	1 209,155	1 190,747	1 069,732	1 129,314	1 301,896	1 335,696	12,2%	2,6%
Taux de créances douteuses	1,1%	1,0%	1,1%	0,5%	0,5%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,4 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	226,405	252,786	244,290	254,913	243,248	297,684	318,080	306,795	343,158	41,1%	11,9%
Créances douteuses brutes	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	0,521	1,856	189,7%	256,0%
Encours total	227,096	253,402	245,253	255,697	243,889	298,740	318,871	307,316	345,014	41,5%	12,3%
Taux de créances douteuses	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,2%	0,2%	0,5%	0,3 pt	0,4 pt
TOTAL											
Encours sain	10 487,023	10 731,767	11 044,283	11 753,161	11 797,171	11 980,082	12 378,650	12 901,769	13 494,597	14,4%	4,6%
Créances douteuses brutes	524,141	547,581	545,333	519,659	523,151	514,377	519,344	511,901	535,476	2,4%	4,6%
Encours total	11 011,164	11 279,348	11 589,616	12 272,820	12 320,322	12 494,459	12 897,994	13 413,670	14 030,073	13,9%	4,6%
Taux de créances douteuses	4,8%	4,9%	4,7%	4,2%	4,2%	4,1%	4,0%	3,8%	3,8%	-0,4 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	57,7%	58,2%	61,6%	65,6%	65,9%	68,0%	67,5%	67,0%	64,5%	-1,4 pt	-2,5 pt

**Encours des crédits sains
distribués par l'ensemble des E.C.**

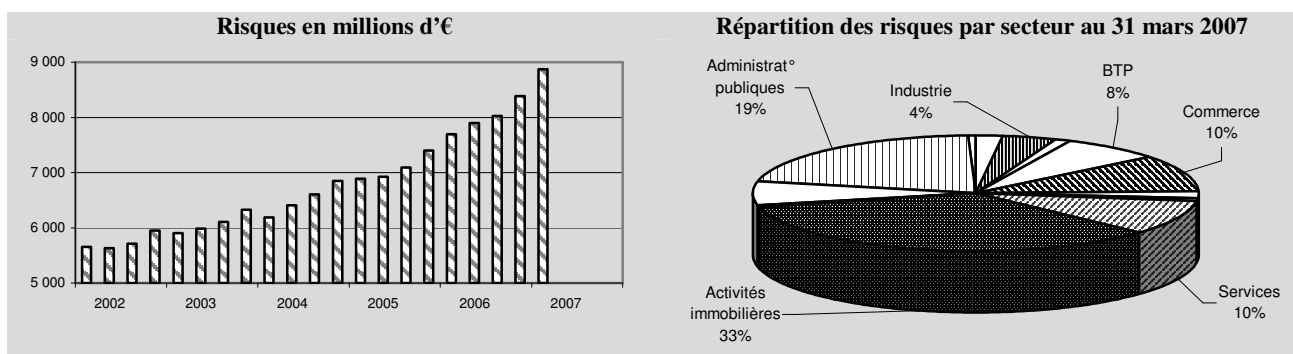


**Encours des crédits douteux bruts
de l'ensemble des E.C.**

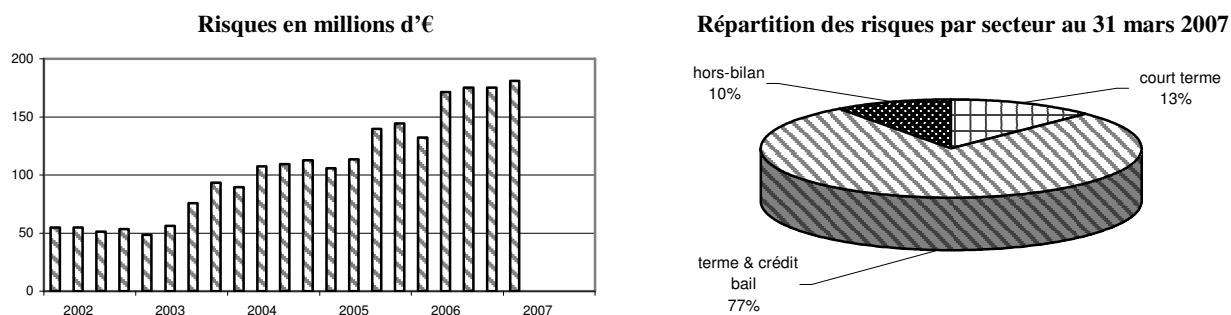


5. Risques sectoriels

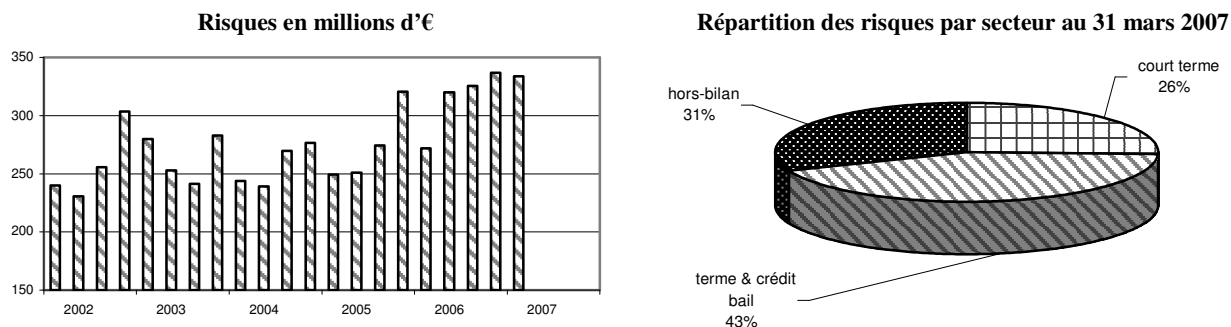
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



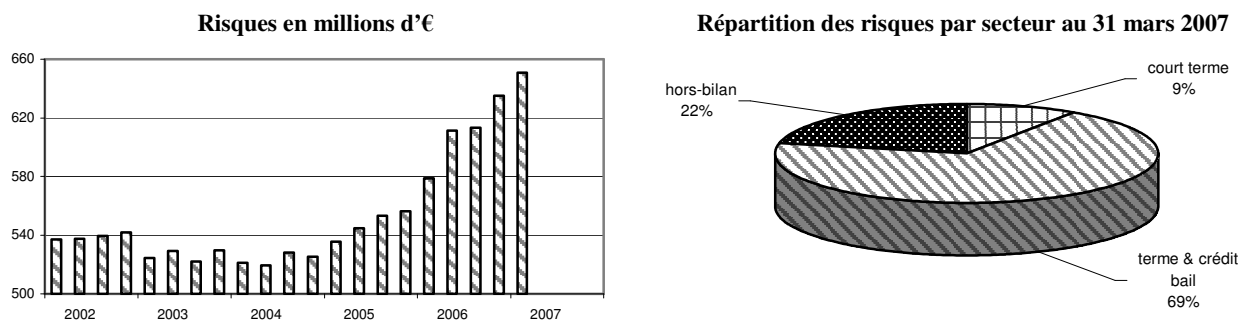
Risques bancaires sur le secteur primaire



Risques bancaires sur le secteur de l'industrie

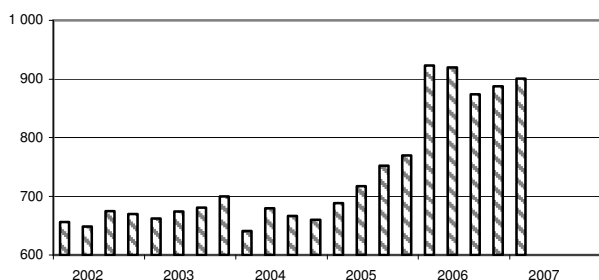


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

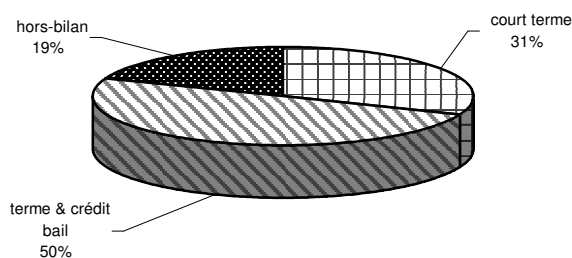


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'€

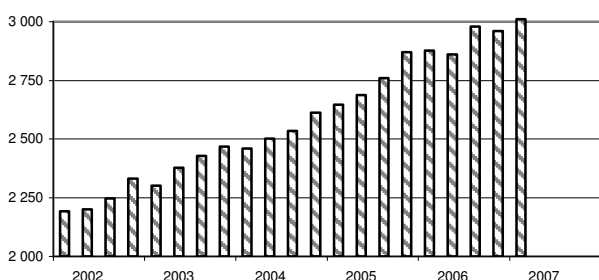


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2007

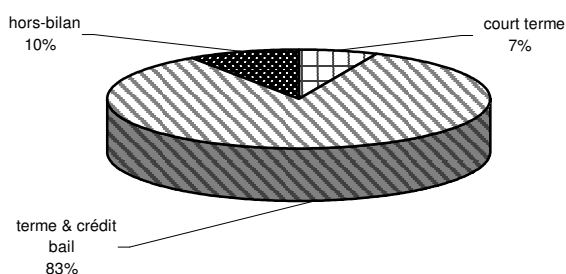


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'€

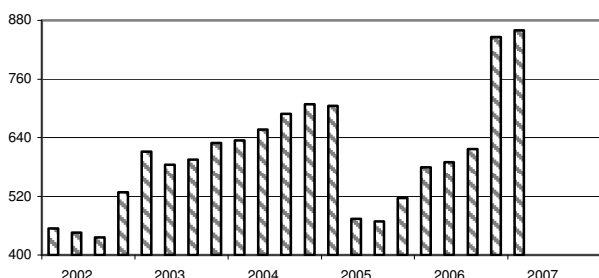


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2007

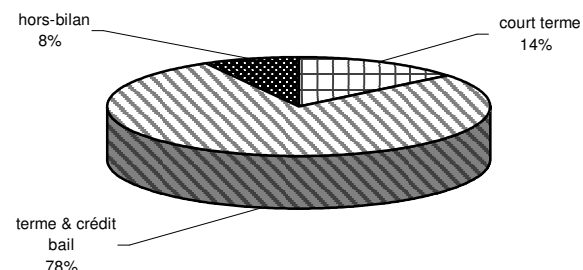


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'€

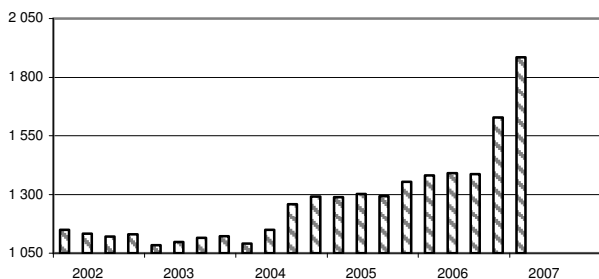


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2007

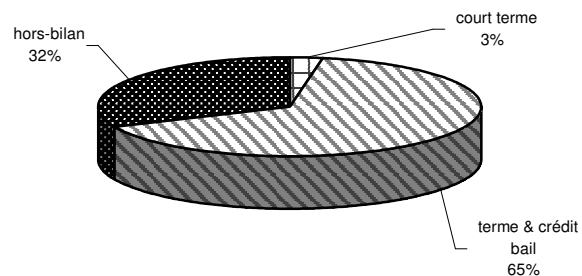


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'€



Répartition des risques par secteur au 31 mars 2007



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

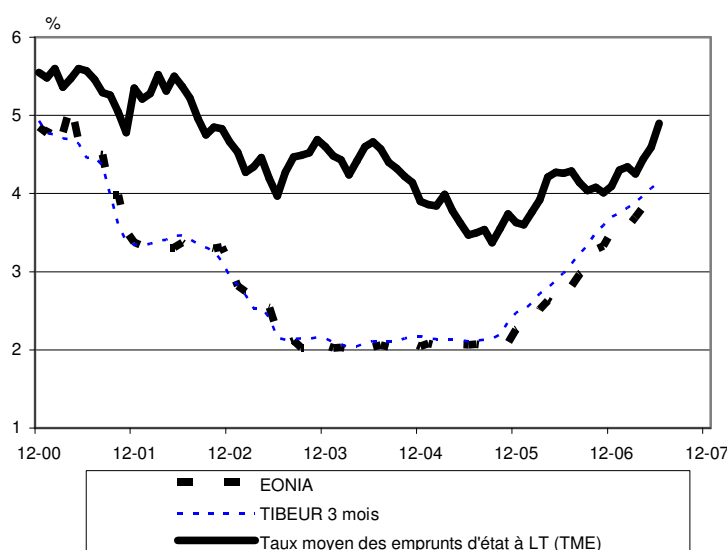
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,00%
Taux de la facilité de prêt (13/06/2007)	5,00%

Taux de l'Epargne Réglementée (à compter du 1/08/2006)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,75%	2,75%	3,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,75%	

* Hors prime d'état

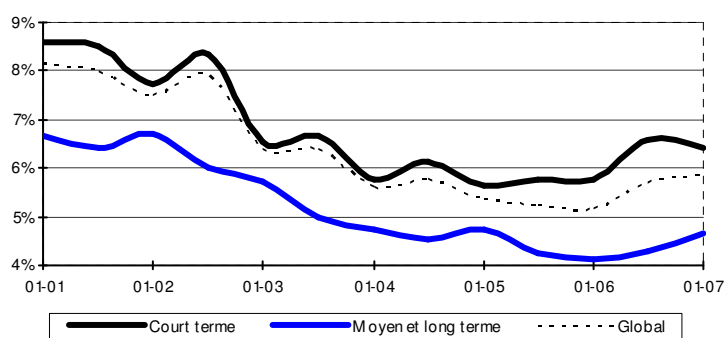
Taux d'intérêt légal	
Année 2006 (JO du 07/02/2006)	2,11%
Année 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-06	juil-06	janv-07
Court terme	5,78%	6,58%	6,43%
. Escompte	5,56%	7,08%	5,69%
. Découvert	6,06%	6,79%	7,67%
. Autres CT	5,64%	5,71%	5,35%
Moyen et long terme	4,13%	4,28%	4,64%
Taux moyen pondéré global	5,16%	5,67%	5,83%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		oct-05	janv-06	avr-06	juil-06	oct-06	janv-07	avr-07
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	5,87%	5,72%	5,80%	5,99%	6,16%	6,39%	6,27%
	- Prêts à taux variable	5,48%	5,36%	5,48%	5,57%	5,73%	6,12%	6,24%
	- Prêts relais	5,72%	5,63%	5,68%	5,81%	6,03%	6,21%	6,35%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	19,76%	19,67%	20,21%	20,36%	20,53%	20,76%	20,33%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,33%	7,89%	8,40%	8,48%	8,53%	8,44%	8,72%
Prof.	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	17,44%	17,37%	17,81%	18,20%	18,81%	19,07%	19,25%
	- Découverts en compte (**)	11,55%	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%	14,44%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

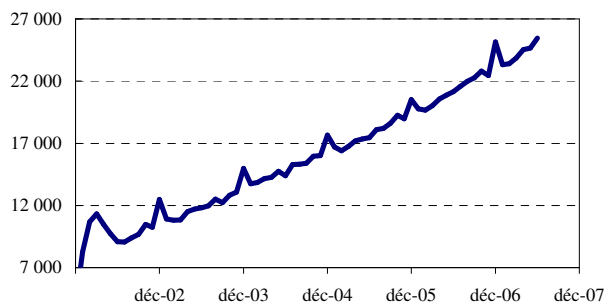
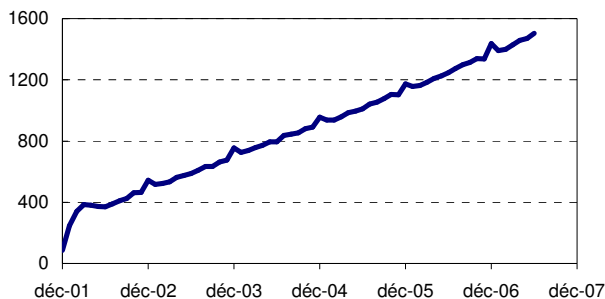
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

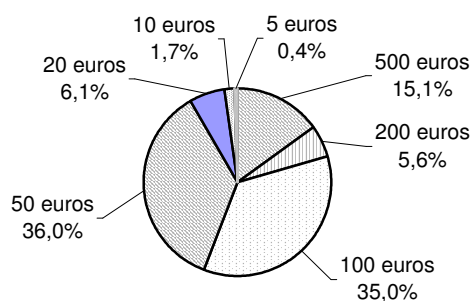
Emissions nettes cumulées de billets (à fin juin 2007)

en valeur (en millions d'€)

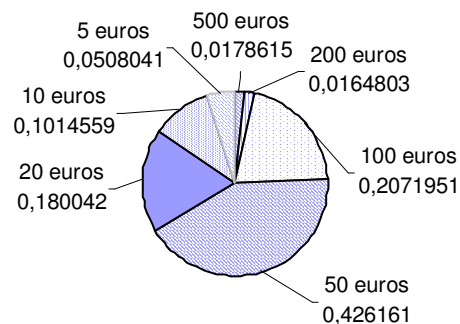
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 30 juin 2007



Répartition par quantité au 30 juin 2007

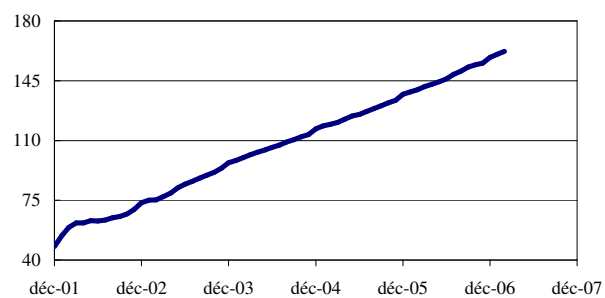
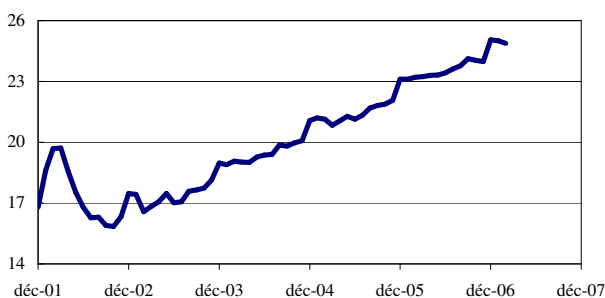


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

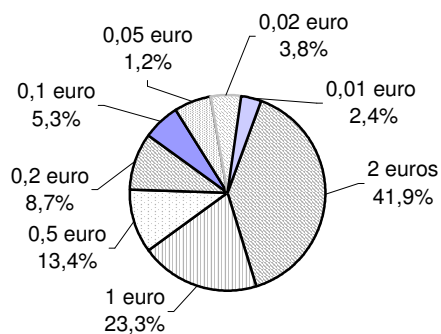
Emissions nettes cumulées de pièces (à fin février 2007)

en valeur (en millions d'€)

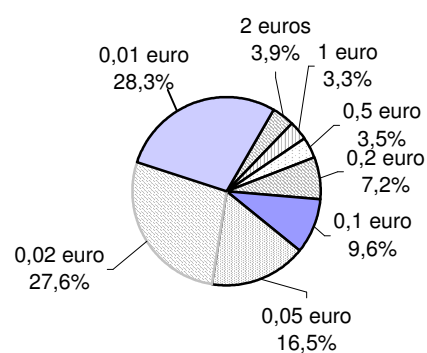
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur au 28 février 2007



Répartition par quantité au 28 février 2007



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 11 juillet 2007

Dépôt légal – Juillet 2007